

Marche des chrétiens à haut risque

Congo-Kinshasa Des kabilistes veulent manifester aussi.

La troisième marche pacifique des chrétiens congolais aura lieu dimanche, après la messe. Cette nouvelle manifestation pour réclamer du président hors mandat Joseph Kabila qu'il applique l'Accord de la Saint-Sylvestre 2016, balisant la route vers des élections consensuelles, est à haut risque.

Les deux précédentes marches pacifiques – les 31 décembre et 21 janvier – ont été endeuillées par la violence de la répression contre des marcheurs armés de leurs seuls croix et chants; on a déploré au moins quinze morts (une partie des corps auraient été emmenés par la police vers une destination inconnue) et de nombreux blessés. Responsables de cette répression : des policiers et des “gros bras” en civil, munis d'armes automatiques.

Le régime, qui multiplie les dérobades pour ne pas organiser les élections dues depuis 2016, veut arrêter les organisateurs de ces marches, les membres du Comité laïc de coordination (CLC), soutenu par les évêques congolais – qui ont reçu l'appui des évêques de Belgique. Il est reconnu par le Vatican, qui a rappelé que la défense des droits sociaux et politiques des fidèles faisait partie inté-

grante de la Doctrine sociale de l'Eglise. Le nouvel archevêque coadjuteur de Kinshasa, M^{gr} Fridolin Ambongo, a rappelé cette semaine, sur Radio Vatican, que l'interdiction des marches pacifiques était “*anticonstitutionnelle*”.

Déclarations menaçantes

Alors que la base de ces manifestations s'est élargie – des protestants, des kimbanguistes et des musulmans ayant rejoint les marcheurs catholiques – on a noté, ces derniers jours, deux déclarations menaçantes. Les “*jeunes leaders*” du PPRD (le parti présidentiel) ont ainsi annoncé le week-end dernier qu'ils participeraient aux messes dominicales précédant les marches pacifiques de protestation contre le président Kabila “*pour mettre en échec tous les plans machiavéliques des ennemis de la RDC*”. Et une Alliance des kabilistes musulmans a prévu cinq marches de mosquées jusqu'à “*des paroisses catholiques*” pour inviter les chrétiens à “*se préparer à gagner des élections*” (NdLR : une nouvelle fois promises, pour fin 2018 cette fois) et *non à créer des troubles dans le pays*”.

Cheikh Ali Mwinyi Mkuu, représentant légal de la Communauté islamique au Congo, a regretté que certaines autorités cherchent à opposer les musulmans aux catholiques du pays pour des “*fins politiciennes*”.

Marie-France Cros